

# La Société Soviétique après le 22<sup>e</sup> Congrès

par Pierre FRANK

Pour sa première session après le 22<sup>e</sup> Congrès, le CC du PC de l'URSS a officiellement à son ordre du jour la question de l'agriculture. C'est une question de taille, car les progrès effectués dans ce domaine depuis la mort de Staline ont fait place dans les dernières années à une stagnation. Les réformes khrouchtcheviennes ont épuisé leurs potentialités; l'agriculture soviétique ne suit pas le progrès industriel et, surtout, la croissance démographique, de sorte que les masses soviétiques, tout en étant sorties des conditions de famine ou de semi-famine du temps de Staline, ne trouvent pas la nourriture en qualité ni en quantité suffisantes. Ce « socialisme » présente donc quelques lacunes. Nous connaissons ultérieurement les mesures qui seront adoptées à ce sujet au CC.

Il est question qu'à cette même session soient discutées, mais tout à fait à huis clos, d'autres questions importantes, qui découleraient normalement des travaux du 22<sup>e</sup> Congrès, à savoir les rapports avec le PC chinois et les suites de la « déstalinisation ». Il n'est pas nécessaire de se livrer à des supputations sur les travaux du CC. Ce qui est certain, c'est que ces questions sont posées aux dirigeants de l'URSS et qu'elles évoluent dans un sens qui place ceux-ci devant d'énormes difficultés.

✱

Le différend sino-soviétique conserve apparemment la même forme : chacun parle à la cantonnade sans mentionner l'autre directement. Les Albanais et les Yougoslaves sont seuls respectivement désignés, comme si l'on frappait le sac pour faire comprendre au baudet son mécontentement. Mais il y a eu quelques indices, comme celui des émissions sur ondes courtes pour toucher l'opinion publique de l'autre pays, qui permettent de penser que les bruits circulant sur une rupture ouverte ne sont pas sans fondement. Il en est sérieusement question, notamment parmi plusieurs directions de partis communistes.

Nous avons, à plusieurs reprises, indiqué les raisons fondamentales du différend sino-soviétique, et il n'est pas surprenant qu'il aille en s'accroissant. Toutefois il paraît aussi

probable que les deux directions vont épuiser les moyens pour éviter une rupture dont les conséquences seraient considérables. Il n'est pas un PC, y compris le PC de l'URSS qui n'en serait affecté, et la crise du stalinisme prendrait des développements imprévus par Khrouchtchev comme par Mao Tsé-Toung.

✱

La situation intérieure de l'Union soviétique est également préoccupante pour les dirigeants du pays et du Parti. Nous avons mentionné plus haut la question de l'agriculture. Il y a, dans l'industrie, des difficultés à la suite de la réorganisation opérée dans les années précédentes. Il y a aussi la question du logement, le programme en la matière étant en retard depuis deux ans. Les revendications contre les inégalités sont de plus en plus fortes. Mais, au-dessus de ces problèmes particuliers, vient se poser sous des formes encore floues, mais qui tendent à se concrétiser, le problème du régime politique, le problème de la démocratie soviétique.

Les discours du 22<sup>e</sup> Congrès, les déclarations contre le « groupe anti-parti », contre les staliniens, constituent l'aspect le plus spectaculaire des processus qui se passent en URSS. Mais, c'est une des formes de la défense par la bureaucratie — par son représentant actuel le plus politique, le plus souple — de ses positions dans la société soviétique. En même temps, la direction actuelle mène une lutte contre les tendances qui aspirent au fond à rétablir la démocratie en URSS.

Le 22<sup>e</sup> Congrès qui, à la différence du 20<sup>e</sup> Congrès, a porté les questions **publiquement**, a provoqué en URSS beaucoup plus de questions et de problèmes que Khrouchtchev entendait résoudre. Les dirigeants aux échelons inférieurs sont souvent très embarrassés. Ainsi la *Pravda* du 7 février déclarait qu'à Kichinev, le secrétaire du Parti, à la fin d'une conférence, refusa de répondre aux questions posées sur les Albanais et sur les révisionnistes. Il est probable que les ques-

tions devaient demander des précisions, et que les condamnations péremptoires des très grands chefs ne paraissaient pas suffisantes. Et Kichinev n'est pas un exemple isolé.

La dénonciation du « culte de la personnalité », loin de mettre un point final, soulève des tas de questions, et on aperçoit à travers les publications soviétiques qu'une bataille intense se poursuit.

Le « théoricien » de la direction, Souslov, dans la *Pravda* du 4 février, lance un avertissement à ceux qui « sous prétexte de critiquer le culte de la personnalité essayent de blanchir le trotskysme, l'opportunistisme de droite, la déviation nationaliste et les autres tendances anti-léninistes... dans le but de calomnier l'énorme activité théorique et pratique du Parti et de son Comité Central ».

Cette citation de la *Pravda* à elle seule vaut son pesant d'or. Elle montre que la critique du culte de la personnalité entraîne, qu'on le veuille ou non, la discussion des anciennes divergences, le réexamen des courants qui s'opposèrent au stalinisme; et elle montre que la discussion ne reste pas confinée au passé mais s'étend au présent, à « l'énorme activité théorique et pratique du Parti et de son Comité Central ». On ne peut pas dire que l'aveu soit dissimulé, tant les termes ne laissent place à aucune équivoque.

Après le 22<sup>e</sup> Congrès, il était question de ce que Pajetta, membre du Bureau politique italien, appela la « réhabilitation juridique » des accusés des procès de Moscou. Depuis lors c'est le silence. Il y eut aussi, en ce qui concerne Molotov, des variations et peut-être même des renversements de positions aux plus hauts sommets soviétiques (1). Il n'est pas difficile de comprendre l'embaras des dirigeants soviétiques actuels. Il ne s'agit pas seulement de leurs

(1) Des bruits provenant de sources sérieuses ont circulé que Khrouchtchev aurait été mis en minorité au Presidium, sans qu'on sache exactement à quel sujet.